

Unité bidépartementale Eure Orne
1, avenue du Maréchal Foch CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux, le 06/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MANOIR FRANCE SAS

130 rue Clément ADER
27000 Évreux

Références : UBDEO.ERA.24.11.362.DB
Code AIOT : 0005800545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement MANOIR FRANCE SAS implanté 12 RUE DES ARDENNES 27590 PITRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection effectuée le 1er octobre 2024 au sein de l'établissement Manoir France, sis 12 Rue des Ardennes à Pîtres. Cette inspection fait suite à une série de constats de non-conformité relevés lors des visites précédentes, en particulier concernant la surveillance efficace des rejets atmosphériques, la maintenance des équipements de traitement des rejets, le contrôle des rejets aqueux, l'actualisation de l'étude de dangers, les moyens de lutte incendie, la surveillance environnementale et l'étude des risques sanitaires.

Ces manquements avaient fait l'objet de demandes d'actions correctives répétées, notamment par arrêté préfectoral du 15 mai 2023.

La procédure de liquidation judiciaire de la société Manoir Pîtres, intervenue entre-temps, a interrompu les travaux de mise en conformité. Depuis la reprise de l'activité par Manoir France en juin 2024, de nouveaux engagements ont été pris. Lors de l'inspection du 1er octobre 2024, la

société Manoir France a présenté un état des lieux des actions en cours et a transmis un courrier en date du 14 octobre 2024 détaillant les mesures envisagées pour répondre aux exigences réglementaires.

Face aux conclusions du rapport d'inspection transmis le 6 novembre 2024, Manoir France a demandé, dans son courrier du 19 novembre, plusieurs aménagements du calendrier de mise en conformité de son site. Ces demandes sont motivées par des difficultés financières, la complexité du site et la nécessité de clarifier certains aspects juridiques. L'entreprise souhaite notamment retirer le risque radiologique de l'étude de dangers, obtenir un délai supplémentaire pour mettre en œuvre les mesures correctives du rapport NEXAIR et suspendre les procédures de consignation et d'astreinte. L'entreprise a fourni des justificatifs à l'appui de ses demandes, notamment concernant les dépenses engagées.

La thématique SRON ne figure pas dans ce rapport. Elle sera abordée dans un document séparé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANOIR FRANCE SAS
- 12 RUE DES ARDENNES 27590 PITRES
- Code AIOT : 0005800545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Manoir France est une fonderie spécialisée dans la métallurgie des aciers inoxydables avec deux technologies : moulage statique au sable et réalisation par centrifugation de tubes d'acier à hautes performances. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à "autorisation" au titre des rubriques 1450, 1716, 2545, 2551, 2560, 3240 (IED) à "enregistrement" au titre des rubriques 2515, 2560, 2565, 2760 et à "déclaration" pour d'autres rubriques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Maintenance et suivi	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.1.1, 3.2.2 et annexe 4. Article 1 de l'arrêté du 2 août 2017	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/05/2023	AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er	Avec suites, Astreinte, Consignation	Demande d'action corrective	3 mois
3	Actualisation	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Mise en demeure,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de l'étude de dangers	du 06/01/2011, article 1.7.2	de justificatif à l'exploitant	respect de prescription	
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 2.1.1, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si l'inspection des installations classées a noté des efforts de la part de l'exploitant pour se mettre en conformité, les résultats de la visite du 1er octobre 2024 complétés par le courrier du 14 octobre 2024 mettent en évidence un certain nombre de non-conformités par rapport à la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté du 6 janvier 2011 et l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mai 2023. Ces non-conformités portent atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Les manquements sont détaillés dans les fiches de constats (§2-4). Ils concernent notamment principalement :

- **La surveillance des rejets atmosphériques:** L'exploitant ne justifie pas suffisamment de la mise en œuvre des actions correctives préconisées, notamment en ce qui concerne le contrôle des rejets atmosphériques, l'amélioration de la captation des rejets, la maintenance des dépoussiéreurs et la calibration de l'opacimètre.
- **La lutte contre l'incendie:** L'exploitant n'a pas mis en place un échéancier détaillé pour disposer des moyens de lutte contre l'incendie, conformément à l'actualisation de l'étude de dangers.
- **Les rejets aqueux:** L'exploitant ne respecte pas les dispositions relatives au diagnostic des réseaux, au traitement des rejets industriels et à l'enregistrement des données d'autosurveillance.
- **La surveillance environnementale et l'étude des risques sanitaires:** L'exploitant n'a pas procédé à l'actualisation de l'étude des risques sanitaires et n'a pas réalisé une interprétation des données de surveillance environnementale par rapport aux hypothèses formulées dans cette étude.

Ces non-conformités mettent en évidence un risque potentiel pour la santé humaine et l'environnement, lié notamment à des émissions atmosphériques non maîtrisées, à des rejets aqueux non conformes et à un manque de préparation face à un éventuel incident. L'inspection a

mis en évidence des efforts de la part de l'exploitant pour se mettre en conformité, mais des progrès restent à accomplir. Il est essentiel qu'il mette en œuvre rapidement les actions correctives nécessaires pour garantir le respect de la réglementation et la protection de l'environnement, de la santé humaine et de la sécurité publique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maintenance et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.1.1, 3.2.2 et annexe 4. Article 1 de l'arrêté du 2 août 2017
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance et suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Article 3.1.1. Dispositions générales</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p> <p>Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction et à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>Extrait de l'article 3.2.2. Dispositions particulières</p> <p>"La teneur en poussières des rejets de ces installations via la cheminée 1' (définie à l'article 3.2.3.2) est évaluée en permanence avec un enregistrement des teneurs en poussières, à l'aide d'un opacimètre par exemple. Ce dispositif de mesure doit être installé sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les enregistrements des résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cet équipement est régulièrement entretenu et étalonné en particulier suite à la réalisation des contrôles par un organisme agréé."</p> <p>Annexe 4</p> <p>Liste de conduits canalisés (localisés sur le plan R016) et planning des contrôles des rejets atmosphériques</p>

Lors des contrôles sur les rejets de la cheminées 1, l'organisme contrôlera séparément l'efficacité du dépoussiéreur du convertisseur AOD (Argon Oxygen Decarburization) et du dépoussiéreur des fours à arc électriques afin de vérifier l'efficacité des deux systèmes de traitement.

...

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 2 août 2017

La société MANOIR PÎTRES prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir que les émissions de chrome (et composés associés) ne soient pas à l'origine d'un risque inacceptable par inhalation identifié dans son évaluation des risques sanitaires, telles que réduction à la source, traitement des rejets ou tout autre moyen d'action. Les moyens et travaux engagés seront décrits et communiqués à l'inspection dans un délai de 6 mois.

Constats :

1. Mise en œuvre de l'étude d'amélioration de la captation

Au cours de la visite du 15 avril 2024, l'exploitant a présenté oralement les améliorations apportées de manière consécutive au rapport d'audit NEXAIR n°CC0461.21 révision B du 10 mars 2022. Au cours de la visite du 22 avril 2024, l'inspection n'a pas pu vérifier la réalisation des actions correctives en raison de l'absence du responsable de maintenance.

L'inspection des installations classées a donc demandé à l'exploitant (demande n°1) de compléter ses déclarations, sous 1 mois maximum, en justifiant des actions correctives en réponse au rapport d'audit NEXAIR n°CC0461.21 révision B du 10 mars 2022.

Des éléments justificatifs étaient à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois. Dans l'hypothèse où l'action n'aurait pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourrait être proposée à l'autorité préfectorale.

L'analyse du courrier en réponse du 14 octobre 2024 met en évidence **l'absence de justificatifs concrets** quant à la réalisation des actions correctives consécutive au rapport d'audit NEXAIR.

2. Maintenance des dépoussiéreurs

Le défaut de maintenance des dépoussiéreurs associés à la cheminée 1' a conduit à des rejets anormaux en Chrome et Nickel au niveau de l'enceinte de Manoir Pîtres en 2022.

Le point de contrôle n°1 du rapport d'inspection faisant suite à la visite du 7 avril 2023, demandait à l'exploitant, sous 30 jours maximum, d'être en mesure de justifier du contrôle des dépoussiéreurs dans le cadre du plan de maintenance préventive.

Dans son courrier en réponse n°HSE-2023-06/HD-SC du 30 mai 2023, l'exploitant a communiqué des documents :

- Un descriptif des interventions à réaliser sur les dépoussiéreurs intitulé "Tournée journalière dépoussiéreur".
- Le plan de maintenance préventive à réaliser sur les dépoussiéreurs n°1-2-4-5 Fusion/Fonderie/Ébarbage sur une période allant de 2023 à 2027, lequel planifiait :
 - le changement des manches des dépoussiéreurs n°1 et 4 en 2023,
 - le changement des manches des dépoussiéreurs n°2 et 5 en 2024,
- Le plan d'amélioration du dépoussiérage des ateliers Fusion Arc / Ébarbage lequel planifiait 4 tranches de travaux en 2023 pour un montant de 250 k€ environ.

Au cours de la visite in situ du 22 avril 2024, le temps imparti et l'absence du responsable de maintenance n'ont pas permis à l'inspection des installations classées de réaliser les constats

permettant de justifier de la maintenance préventive des dépoussiéreurs. L'inspection des installations classées a donc demandé (demande n°1) à l'exploitant de compléter ses déclarations, sous 1 mois maximum, en justifiant :

- de la maintenance journalière des dépoussiéreurs,
- du changement des manches des dépoussiéreurs n°1 et 4 en 2023,
- de la planification du changement des manches des dépoussiéreurs n°2 et 5 en 2024,
- de l'avancement du plan d'amélioration du dépoussiérage de l'atelier Fusion Arc X, M, convertisseur AOD (Argon Oxygen Decarburization) et Ébarbage.

Des éléments justificatifs étaient à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois. Dans l'hypothèse où l'action n'aurait pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourrait être proposée à l'autorité préfectorale.

L'analyse du courrier en réponse du 14 octobre 2024 met en évidence les points suivants :

- **Manque de visibilité et de preuves concrètes:** Malgré la présentation d'un plan de maintenance préventive et de devis, l'exploitant ne fournit pas de preuves tangibles et détaillées de la réalisation effective des opérations de maintenance prévues. La maintenance journalière des dépoussiéreurs, mentionnée dans le plan initial, n'est actuellement pas vérifiable.
- **Écart par rapport aux engagements:** Les éléments de réponse de l'exploitant ne permettent pas de vérifier le respect des engagements pris dans le cadre du plan de maintenance préventive à réaliser sur les dépoussiéreurs n°1-2-4-5 Fusion/Fonderie/Ébarbage sur une période allant de 2023 à 2027.
- **Non-conformité réglementaire:** L'absence de preuves concrètes concernant la maintenance des dépoussiéreurs constitue un non-respect des articles 3.1.1 et 3.1.2 de l'arrêté du 6 janvier 2011, portant atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement, qui impose notamment à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions à l'atmosphère afin que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.
- **Retard et report des actions:** L'exploitant explique le retard par les difficultés financières et à la nécessité de revoir les études et les investissements dans le cadre d'un projet global. L'exploitant propose de présenter un process de surveillance consolidé pour le premier trimestre 2025. A cet effet, il joint des devis. L'exploitant se met donc en configuration d'assurer la maintenance préventive des dépoussiéreurs.

3. Opacimètre de la cheminée 1'

Au cours de la visite du 7 avril 2023, l'inspection a constaté que l'opacimètre de la cheminée 1' n'était pas opérationnel. Les mesures n'étaient plus enregistrées. L'exploitant planifiait sa remise en service pour fin mai 2023.

Le point de contrôle n°3 *Opacimètre* du rapport d'inspection faisant suite à la visite du 7 avril 2023, demandait à l'exploitant, sous 30 jours maximum, de justifier de son étalonnage, de sa calibration et de l'enregistrement des mesures.

Dans son courrier en réponse n°HSE-2023-06/HD-SC du 30 mai 2023, l'exploitant a :

- communiqué le rapport de remise en service de l'opacimètre de la cheminée 1',
- informé du fait que la justification de la calibration ne pourrait intervenir avant août 2023 (en lien avec la planification du contrôle des rejets atmosphériques de la cheminée 1') et du passage d'une commande pour cette échéance,
- informé de la possibilité d'enregistrer les mesures par report informatique, pour un suivi bihebdomadaire et une extraction de données comparées et suivies avec le seuil de poussières autorisé.

Au cours de la visite in situ du 22 avril 2024, l'exploitant a informé de l'enregistrement des mesures de l'opacimètre et de l'absence de report vers le service Hygiène Sécurité Environnement (HSE). Au cours de la visite du 22 avril 2024, l'inspection n'a pas pu contrôler in situ la calibration et l'enregistrement des mesures. L'inspection des installations classées a donc demandé (demande n°1) à l'exploitant de compléter ses déclarations, sous 1 mois maximum, en justifiant :

- de la calibration de l'opacimètre de la cheminée 1',
- de l'enregistrement et du suivi bi-hebdomadaire des mesures de l'opacimètre de la cheminée 1' en comparaison avec le seuil de poussières autorisé,
- du report des mesures de l'opacimètre vers le service HSE.

Ces éléments justificatifs étaient à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois. Dans l'hypothèse où l'action n'aurait pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourrait être proposée à l'autorité préfectorale.

L'analyse de la réponse du 14 octobre 2024 met en évidence les points suivants :

- **Reconduction du contrat de maintenance et enregistrement** : L'exploitant a confirmé la reconduction du contrat de maintenance de l'opacimètre et l'enregistrement sur le PC d'exploitation de l'opacimètre.
- **Calibration non justifiée**: Bien qu'un contrat de maintenance soit établi, aucune preuve de la calibration effective et récente de l'opacimètre n'est apportée. L'exploitant ne justifie pas d'une surveillance efficace des émissions.
- **Absence de corrélation avec d'autres données** : Il n'y a pas de comparaison entre les mesures de l'opacimètre et d'autres données. En effet, le contrôle des rejets atmosphériques de la cheminée 1' n'a pas été réalisé en août 2023 comme prévu. En outre, les données fournies par Atmo Normandie arrivent trop tardivement pour détecter un éventuel incident.
- **Non-conformité réglementaire** : L'absence de justification de l'étalonnage de l'opacimètre constitue un non-respect de l'article 3.2.2. de l'arrêté du 6 janvier 2011, portant atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement qui impose notamment à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions à l'atmosphère afin que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

-> Dans son courrier du 19 novembre 2024 (réf. COR241119A/LL), l'exploitant Manoir France a notifié son incapacité à respecter le délai initial de 3 mois pour la mise en œuvre des mesures correctives du rapport NEXAIR n°CC0461.21. Les tranches 2 et 3, prévues sur deux années, n'ont pu être achevées en raison de difficultés financières. L'entreprise sollicite un délai supplémentaire de 3 mois afin d'élaborer un nouveau planning de travaux, étalé sur plusieurs années.

Tout en prenant acte de cette demande, l'inspection rappelle l'importance de disposer des justificatifs attestant de la bonne exécution des actions correctives associés à la tranche 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°1 : Au vu du non-respect dans le délai imparti de la demande n°1 formulée dans le rapport d'inspection faisant suite aux visites du 15 et 22 avril 2024, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 3.1.1, 3.1.2 et 3.2.2 de l'arrêté du 6 janvier 2011 et L.511-1 du Code de l'environnement en fournissant :

- les justificatifs de la mise en œuvre effective des actions correctives associés à la tranche 1 recommandées dans le rapport NEXAIR n°CC0461.21 révision B (notamment concernant les fours X, M, le convertisseur AOD et l'atelier d'ébarbage),
- un nouvel échéancier pluriannuel détaillé précisant les améliorations à apporter aux systèmes de dépoussiérage,
- la description d'un processus efficace de maintenance des dépoussiéreurs garantissant leur bon fonctionnement et leur efficacité,
- les résultats de la dernière calibration de l'opacimètre de la cheminée 1, attestant de son bon fonctionnement,
- la description des modalités de surveillance des rejets atmosphériques mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/05/2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Récolement arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/05/2023

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte, Consignation
- date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025

Prescription contrôlée :

L'inspection des installations classées a constaté au cours de la visite du 7 avril 2023 :

- le dernier contrôle des installations de combustion avait été réalisé en 2017 et datait de plus de trois ans. L'exploitant planifiait le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023. Le dernier contrôle des rejets canalisés selon un plan d'autosurveillance a été réalisé en 2017. Suite à des mises en conformité, le contrôle des émissaires référencés 33, 5 + 14, 15, 16 et 12 avait été réalisé en 2020 et 2021,
- le planning de contrôle des postes d'émissions diffuses s'arrêtait au 1er trimestre 2018,
- un échéancier des mesures à réaliser ou des actions correctives à envisager n'était pas défini,
- l'exploitant planifiait le contrôle des rejets atmosphériques en septembre 2023,
- l'exploitant avait initié un projet visant à capter à la source les émissions diffuses liées aux ateliers de "passage à la source". L'étude technico-économique de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles pour capter et traiter, si nécessaire, en vue d'atteindre les niveaux d'émissions indiqués, les émissions gazeuses diffuses issues des ateliers MMP, B61 et A22 n'était pas réalisée,
- l'exploitant n'avait pas connaissance des capacités en eau d'extinction. Une campagne de mesurage était en cours. L'exploitant planifiait une étude des capacités en eau laquelle serait disponible fin 2023 (en lien avec l'actualisation de l'étude de dangers : voir le point de contrôle n°4) et permettrait de budgéter les travaux à réaliser sur 2024.

Ces constats ont conduit l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le préfet de

l'Eure de mettre en demeure l'exploitant de respecter des dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 :

Article 1er de l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023

La société Manoir Pîtres - 12 rue des Ardennes - 27590 Pîtres, dont le siège social est situé 38, rue des Mathurins - 75008 Paris, est mise en demeure de respecter les articles 3.1.6, 3.2.3.1, 3.2.3.2, 3.2.4, 7.6.4, 9.2.1.1, 9.2.1.2, annexe 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 en:

- sous 3 mois maximum :

- . communiquant le nouveau plan d'autosurveillance des rejets atmosphériques,
- . contrôlant les rejets atmosphériques des installations de combustion,
- . contrôlant les rejets atmosphériques des rejets canalisés,
- . si besoin, contrôlant les rejets atmosphériques des postes d'émissions diffuses,
- . communiquant les rapports de mesures des rejets atmosphériques,
- . réalisant une étude de faisabilité de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles au niveau des ateliers MMP, B61 et A22,
- . communiquant un échéancier d'engagement global et détaillé visant à capter et traiter, si nécessaire, sous 18 mois maximum, en vue d'atteindre les niveaux d'émissions indiqués, les émissions gazeuses diffuses issues des ateliers MMP, B61 et A22,

- sous 5 mois maximum :

- . procédant aux mesures et étudier les capacités en eau d'extinction incendie,
- . communiquant un échéancier d'engagement global et détaillé visant à disposer des moyens de lutte contre un incendie sous 18 mois maximum, si nécessaire renforcés suite aux conclusions de l'étude de dangers.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Constats :

Eléments contextuels : Au cours de la visite réalisée les 15 et 22 avril 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023. L'inspection a alors proposé (demande n°2) à l'autorité préfectorale la mise en place d'une consignation financière et d'une astreinte journalière. Les projets d'arrêtés associés n'ont pas été signés par l'autorité préfectorale du fait de la liquidation judiciaire et de la reprise du site. Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) a procédé à une visite technique de l'entreprise le 16 mai 2024 afin d'évoquer les points de contrôle n°9 et 11 de l'inspection du 7 avril 2023 relatifs à la mise à jour de l'étude de dangers et aux ressources en eaux d'extinction du site. Le SDIS recommande notamment d'intégrer à l'étude de dangers un calcul du besoin en eau (guide D9) et du besoin en rétention des eaux d'extinction (guide D9A) afin de s'assurer de la couverture adaptée des installations existantes et d'orienter la stratégie de mise en conformité.

Derniers constats :

Le 1er octobre 2024, l'exploitant a présenté les actions entreprises pour répondre aux exigences réglementaires. Il est indiqué dans le compte-rendu que les résultats des contrôles des rejets atmosphériques réalisés fin 2024 alimenteront un nouveau plan de surveillance en 2025.

L'analyse du courrier en réponse du 14 octobre 2024 met en évidence les points suivants :

- **Retard et report des actions:** L'inspection constate un retard significatif dans la mise en œuvre des actions correctives demandées. L'exploitant explique le retard par les difficultés financières et à la nécessité de revoir les études et les investissements dans le cadre d'un projet global.

- **Lancement de commandes:** Des commandes ont été passées pour réaliser les contrôles des rejets atmosphériques canalisés et diffus respectivement en semaine S47 et S45.
- **Études en cours:** Des études sont en cours pour évaluer les meilleures technique disponibles (MTD) et les capacités en eau d'extinction. L'étude sur les MTD est lancée en interne. L'étude sur les besoins en eau démarrera en semaine S45 et durera 4 semaines. Dès sa parution, l'exploitant prendra attache avec le SDIS.
- **Dépassement du montant estimé:** Le coût total des travaux et études engagés dépasse le montant initialement estimé par l'inspection des installations classées dans son projet de consignation et astreinte soit 48 936€ sans prise en compte à ce stade du temps passé sur l'étude MTD.
- **Visibilité quant à la planification des contrôles à long terme:** La planification du contrôle des rejets atmosphériques figurant en annexe 4 de l'arrêté du 6 janvier 2011 est obsolète. Les contrôles annuels selon un planning ne sont plus réalisés. L'exploitant se met en configuration de produire un nouveau plan de surveillance en 2025.
- **Non-conformité réglementaire:** Le dernier contrôle des rejets canalisés selon un plan d'autosurveillance a été réalisé en 2017. Suite à des mises en conformité, le contrôle des émissaires référencés 33, 5 + 14, 15, 16 et 12 a été réalisé en 2020 et 2021. Bien que l'exploitant ait engagé des actions correctives pour se mettre en conformité, il reste, en date de l'inspection, du travail à accomplir pour garantir le respect de l'article 1 de l'arrêté du 15 mai 2023.

-> Bien qu'il ait engagé des actions, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas entièrement satisfait aux exigences de la mise en demeure du 15 mai 2023. En effet, il n'a pas communiqué le planning détaillé de l'auto-surveillance des rejets atmosphériques, les résultats complets des contrôles effectués sur ces rejets, ni l'étude de faisabilité pour la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) dans les ateliers MMP, B61 et A22. De plus, l'exploitant n'a pas fourni les mesures des capacités en eau d'extinction incendie, ni un échéancier précis pour la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, conformément à l'actualisation de l'étude de dangers.

-> Dans son courrier du 19 novembre 2024 (réf. COR241119A/LL), la société Manoir France a informé : La société Manoir Pîtres, précédemment exploitante du site, a été liquidée en juin 2024. Les difficultés financières l'ont empêchée de respecter l'intégralité des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2023.

La société Manoir France a depuis lors engagé des dépenses (48 936 €) pour assurer la maintenance des installations et la gestion des déchets, notamment dans le cadre des projets faisant l'objet de projets d'astreinte et de consignation. Compte tenu de ces efforts et de la situation exceptionnelle liée à la liquidation de la société précédente, Manoir France sollicite un délai supplémentaire pour atteindre la conformité, ainsi que la suspension des procédures de consignation et d'astreinte. A l'appui de sa demande, Manoir France a fourni les justificatifs des dépenses engagées.

Considérant les preuves fournies par Manoir France attestant de ces investissements, l'inspection a décidé de ne pas mettre en œuvre les projets d'astreinte et de consignation initialement envisagés, et de reporter le récolement de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> **Demande n°2 :** L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de préciser le délai nécessaire pour mettre les installations en conformité, compte tenu du report du

récolement de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2023 et de l'abandon des projets d'astreinte et de consignation initialement envisagés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Actualisation de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 1.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté au cours de la visite du 7 avril 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un nouveau dossier d'autorisation, lié au projet "Poudres", devait intégrer une nouvelle étude de dangers (Réf. Courrier Manoir Pîtres HSE 2017-08-LL du 7/07/2017). Ce projet n'était pas abandonné, - des réflexions portant sur la mise à jour des scénarios de l'étude de dangers étaient engagées, notamment au regard des incidents du 25/07/18 et 27/07/21 (Réf. MIP-SEC-FOR-022 Analyse d'accident PAG sur Machine H) qui ont affecté des ateliers de fusion de métal. Un alternant travaillait sur la définition d'un plan de gestion des situations d'urgence (PGSU). Le PGSU devait intégrer de nouveaux scénarios, la mise en place et la formation d'une équipe de seconde intervention (ESI) ... Le PGSU devait être disponible en septembre 2023, - le PGSU devait constituer un document d'entrée pour le prestataire de service en charge de la mise à jour de l'étude de dangers. L'étude de dangers actualisée devait être disponible à compter de la fin décembre 2023. <p>Ces constats ont conduit l'inspection des installations classées à émettre une observation portant sur l'actualisation de l'étude de dangers: <i>"Au regard de l'avis du SDIS 27 et de la mise en place d'un plan de gestion des situations d'urgence (PGSU) tenant compte des derniers incidents, présentant de nouveaux scénarios et constituant une donnée d'entrée de l'étude de dangers, l'inspection demande à l'exploitant d'actualiser l'étude de dangers (comprenant les scénarios, les conclusions, les mesures de maîtrise des risques envisagées, le registre de maintenance et de vérification ...)pour le début de l'année 2024."</i></p> <p>L'exploitant est mis en demeure via l'arrêté du 15 mai 2023 de communiquer un échéancier d'engagement global et détaillé visant à disposer des moyens de lutte contre un incendie sous 18 mois maximum, si nécessaire renforcés suite aux conclusions de l'étude de dangers (voir le point de contrôle n°3). L'actualisation de l'étude de dangers constitue donc une donnée d'entrée permettant de définir les moyens de lutte contre l'incendie.</p>

Article 1.7.2. Mise à jour de l'étude de dangers

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante des installations (produits, procédés mis en œuvre, mode d'exploitation ...) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées.

Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Une étude de danger mise à jour est transmise à l'inspection des installations classées **dans un délai de 36 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté. Une proposition d'échéancier de mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques est jointe à celle-ci.

Constats :

Éléments contextuels :

Au cours de la visite d'inspection du 7 avril 2023, l'exploitant a déclaré avoir engagé des réflexions portant sur la mise à jour des scénarios de l'étude de dangers, notamment au regard des incidents du 25/07/18 et 27/07/21 (Réf. MIP-SEC-FOR-022 Analyse d'accident PAG sur Machine H) qui ont affecté des ateliers de fusion de métal.

Les constats de la visite d'inspection du 7 avril 2023 ont conduit l'inspection des installations classées à émettre une observation : "Au regard de l'avis du SDIS 27 et du plan de gestion des situations d'urgence (PGSU), actualiser l'étude de dangers (comprenant les scénarios, les conclusions, les mesures de maîtrise des risques envisagées, le registre de maintenance et de vérification ...) pour le début de l'année 2024".

Dans son courrier n°HSE-2023-06/HD-SC du 30 mai 2023, en réponse à l'inspection du 7 avril 2023, l'exploitant informe : "Une étude de dangers sera réalisée sur fin 2023, les données de celle-ci pourront amener des conclusions au point précédent, relatif au moyen de lutte contre l'incendie".

Au cours de la visite du 22 avril 2024, l'inspection des installations classées n'a pas constaté l'actualisation de l'étude de dangers. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant (demande n°3) que des dispositions soient prises, sous 3 mois maximum, pour justifier de l'actualisation de l'étude de dangers.

Des éléments justificatifs étaient à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois. Dans l'hypothèse où l'action n'aurait pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourrait être proposée à l'autorité préfectorale.

Le SDIS a procédé à une visite technique de l'entreprise le 16 mai 2024 afin d'évoquer les points de contrôle n°9 et 11 de l'inspection du 7 avril 2023 relatifs à la mise à jour de l'étude de dangers et aux ressources en eaux d'extinction du site. Le SDIS recommande :

- d'intégrer à l'étude de dangers un calcul du besoin en eau (guide D9) et du besoin en rétention des eaux d'extinction (guide D9A) afin de s'assurer de la couverture adaptée des installations existantes et d'orienter la stratégie de mise en conformité,
- de réaliser un plan d'établissement répertorié (ETARE) au vu de la présence de risques particuliers (radiologique notamment),
- de réaliser des exercices en lien avec le centre de secours local.

Derniers constats :

En date du 1er octobre 2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées des mesures prises pour se mettre en conformité. L'analyse du courrier en réponse du 14 octobre 2024 met en évidence les points suivants :

- **Retard et report des actions:** L'exploitant explique le retard par les difficultés financières et à la nécessité de revoir les études et les investissements dans le cadre d'un projet global.
- **Actualisation de l'étude de dangers:** Une révision complète est en cours, intégrant les incidents passés et les évolutions du site, à l'exception du projet "poudre" désormais abandonné. Le bureau d'études annonce un délai de 12 semaines.
- **Plan d'Opération Interne (POI):** Le POI sera mis à jour sur la base des résultats de l'étude de dangers. Les scénarios d'accident identifiés dans cette étude serviront de base pour définir les mesures à prendre en cas d'urgence.
- **Collaboration avec les services d'urgence:** L'entreprise travaille en collaboration avec le SDIS pour mettre à jour le plan ETARE et mettre en place des formations pour le personnel.
- **Non-conformité réglementaire:** Bien que l'exploitant ait engagé des actions correctives pour se mettre en conformité, il reste en date de l'inspection, du travail à accomplir pour garantir le respect de l'article 1.7.2 de l'arrêté du 6 janvier 2011.

-> L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 1.7.2 de l'arrêté du 6 janvier 2011. En effet, il n'a pas fourni l'étude de dangers actualisée, malgré la demande formulée dans le rapport faisant suite aux inspections du 15 et 22 avril 2024.

-> Dans son courrier du 19 novembre 2024 (réf. COR241119A/LL), l'exploitant Manoir France sollicite le retrait du danger "risque radiologique" de l'étude de dangers, considérant qu'il sera traité dans le cadre de ses échanges avec l'Autorité de Sûreté Nucléaire.

Tout en prenant acte de cette demande, l'inspection rappelle que la présence d'un risque radiologique, même traité par un autre organisme, nécessite une évaluation approfondie. Le SDIS ayant également souligné l'importance d'un plan d'établissement répertorié (ETARE) en raison de ce risque particulier, il est recommandé de maintenir une analyse de la situation, incluant le risque radiologique, afin de garantir la cohérence de l'ensemble des mesures de sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°3 : Compte tenu du non-respect de la demande n°3 formulée dans le rapport faisant suite aux visites du 15 et 22 avril 2024, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 1.7.2 de l'arrêté du 6 janvier 2011 en fournissant l'étude de dangers actualisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 2.1.1, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025

Prescription contrôlée :

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées,
- prévenir en toute circonstance, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 4.2.2. Plan des réseaux de l'arrêté du 6 janvier 2011

Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 4.3.2. Collecte des effluents de l'arrêté du 6 janvier 2011

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Extrait de l'article 4.3.2.1. Eaux industrielles de l'arrêté du 6 janvier 2011

Une étude relative à la faisabilité de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles afin de collecter séparément et traiter les effluents (source de MES...) issus de l'activité poteyage doit être transmise à l'inspection des installations classées **sous un délai de 36 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté. Le traitement de ces eaux pourra être réalisé par étape, par poste de travail. Toutes les eaux de poteyage doivent être traitées dans un délai de 2 ans suivant la remise de l'étude de faisabilité.

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets de l'arrêté du 6 janvier 2011

-> Eaux résiduaires vers le milieu récepteur : rejet N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

L'exploitant met en œuvre à minima le programme d'auto surveillance suivant:

Paramètres	Type d'échantillonnage	Fréquence
Débit		Mesure en continu (*)
pH		Mesure en continu (*)
Température		Mesure en continu (*)
Couleur dans le milieu	Ponctuel	Mensuel
DCO	Moyen 24h	Hebdomadaire (*)
DBO5	Moyen 24h	Mensuel
MEST	Moyen 24h	Hebdomadaire (*)
Hydrocarbures totaux	Moyen 24h	Mensuel
Azote global	Moyen 24h	Mensuel

Phosphore total	Moyen 24h	Mensuel
Fer	Moyen 24h	Mensuel
Nickel	Moyen 24h	Mensuel
Aluminium	Moyen 24h	Mensuel
Chrome total	Moyen 24h	Mensuel
Argent	Moyen 24h	Mensuel
Manganèse	Moyen 24h	Mensuel
AOX	Moyen 24h	Mensuel
Chrome hexavalent	Moyen 24h	Annuel
Indice phénols	Moyen 24h	Annuel

--	--	--

(*) Cette fréquence est applicable à la mise en place du débitmètre et du préleveur et au plus tard 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. Dès notification, la fréquence est mensuelle.

-> Effluents industriels évacués ponctuellement vers le rejet n°1

Une analyse des eaux de purges des cabines à rideaux d'eaux de l'activité «passage à la couche» et de l'activité ressuage (du poste contrôle hall 6) doit être effectuée 2 fois par an sur les paramètres DCO, MES afin de vérifier le respect des valeurs limites de l'article 4.3.9 en concentration avant rejet dans le réseau interne. En cas de non respect des valeurs limites, ces effluents doivent être évacués comme des déchets.

Constats :

Éléments contextuels :

Les constats de la visite d'inspection des 15 et 22 avril 2024 ont conduit l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant (demande n°7) que des dispositions soient prises, sous 1 mois maximum, pour:

- enlever les dépôts de boue présents dans le regard de prélèvement,
- définir et appliquer un plan d'entretien et de curage des réseaux de rejets aqueux adapté à l'activité en nature et fréquence,
- remédier aux dépassements réguliers en matières sèches (MES),
- établir un plan à jour des réseaux d'eau industrielles et pluviales (atelier "Fusion" notamment où sont coulés les tubes de diamètre important),
- prévenir le risque électrique lié à la montée du niveau d'eau dans le bassin préleveur.

Des éléments justificatifs étaient à transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois. Dans l'hypothèse où l'action n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourrait être proposée à l'autorité préfectorale.

Derniers constats :

A partir de juin 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant ne transmettaient plus les données d'autosurveillance via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) et effectué plusieurs relances (26/06, 06/08 et 14/10/2024) pour les obtenir. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées des difficultés rencontrées et des mesures prises pour se mettre en conformité.

L'analyse du courriel en réponse à la problématique de transmission des données d'autosurveillance et du courrier en réponse du 14 octobre 2024 à la visite d'inspection des 15 et 22 avril 2024 met en évidence les points suivants :

- **Curage des réseaux** : Un curage annuel a été effectué en août, suivi d'un second en septembre.
- **Diagnostic des réseaux** : L'exploitant a sollicité l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) pour un mener à bien un diagnostic des réseaux visant à définir un plan d'actions pour la mise en conformité des installations et le traitement adéquat des rejets industriels.
- **Amélioration des rejets en matières en suspension (MES)**: Mise en place d'une surveillance

- **Amélioration des rejets en matières en suspension (MES):** Mise en place d'une surveillance accrue, réalisation d'une gamme de maintenance préventive et lancement d'un appel d'offres pour un diagnostic des réseaux.
- **Justificatifs fournis :** L'exploitant a transmis des factures et des bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour justifier des traitements effectués sur les rejets.
- **Transmission des données d'autosurveillance :** Mise en place d'une nouvelle station de mesure. Retard dans la transmission des données en raison de problèmes techniques et de coordination avec le laboratoire d'analyse.
- **Non-conformité réglementaire:** Bien que l'exploitant ait engagé des actions correctives pour se mettre en conformité, il reste, en date de l'inspection, du travail à accomplir pour garantir le respect des articles 2.1.1, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1 de l'arrêté du 6 janvier 2011.

-> L'inspection des installations classées constate que les dispositions des articles 2.1.1, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1 de l'arrêté du 6 janvier 2011 ne sont pas respectées. En effet, bien qu'il ait engagé des actions visant à réaliser un diagnostic des réseaux et définir un échéancier pour la mise en conformité des installations et le traitement adéquat des rejets industriels, l'exploitant ne communique pas le plan d'entretien et de curage des réseaux de rejets aqueux adapté à l'activité en nature et fréquence visant à remédier aux dépassements réguliers en matières sèches (MES), le plan à jour des réseaux d'eaux industrielles et pluviales, les données d'autosurveillance dans l'outil GIDAF, les actions correctives visant à prévenir le risque électrique lié à la montée du niveau d'eau dans le bassin préleveur.

-> Dans son courrier du 19 novembre 2024 (réf. COR241119A/LL), l'exploitant Manoir France a indiqué que la complexité du réseau unitaire du site et la nécessité d'impliquer le propriétaire des locaux industriels rendaient difficile la mise en œuvre immédiate des mesures demandées. Il a sollicité un report de 9 mois afin de finaliser la révision du bail, de lancer les consultations nécessaires et de déterminer les responsabilités respectives en matière de gestion des eaux (process, pluviales et sanitaires). L'inspection a pris acte de cette demande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°4 : Compte tenu du non-respect de la demande n°7 formulée dans le rapport issu des visites du 15 et 22 avril 2024, qu'il y a lieu de procéder à un diagnostic des réseaux et de définir un échéancier pour la mise en conformité et le traitement adéquat des rejets industriels, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux articles 2.1.1, 4.2.2, 4.3.2, 4.3.2.1 et 9.2.3.1 de l'arrêté du 6 janvier 2011 et L.511-1 du Code de l'environnement en fournissant :

- un diagnostic exhaustif des réseaux sous 9 mois maximum,
- un planning détaillé sous 9 mois maximum pour la mise en conformité des installations et la gestion adéquate des rejets industriels,
- les données d'autosurveillance dans GIDAF,
- un plan d'actions afin de prévenir les risques électriques au niveau du bassin préleveur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : <p>Une étude des effets sanitaires basée sur l'ensemble des émissions de l'établissement (émissions canalisées et diffuses) doit être remise à l'inspection des installations classées (en deux exemplaires) sous six mois. Cette étude doit prendre en compte le scénario de risque chronique par exposition indirecte (via la chaîne alimentaire). Si besoin les valeurs limites indiquées aux articles 3.2.4 et 3.2.5 sont complétées et/ou actualisées.</p> <p>Une analyse des retombées de poussières à l'extérieur du site doit être réalisée par un organisme compétent sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. La localisation des points de mesure doit être définie et justifiée sur la base de l'étude des effets sanitaires, de la rose des vents... Les mesures doivent être réalisées dans des conditions d'exploitation normales de l'établissement (fonctionnement des fours à arcs électriques, convertisseur AOD, ateliers de centrifugation, d'ébarbage....). L'exploitant transmet un mémoire à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">• un plan de localisation des points de mesure et une justification du choix retenu,• des justificatifs du fonctionnement des installations lors des mesures,• les résultats et leur interprétation notamment par rapport aux données de l'étude des effets sanitaires.
Constats : <p>Éléments contextuels :</p> <p>L'évaluation des risques sanitaires (ERS) a été remise à l'inspection en 2018 puis complétée en mai 2020 comme suite aux recommandations formulées par l'Agence Régionale de Santé (ARS) en 2019.</p> <p>L'exploitant a également réalisé en 2018, une première évaluation de ses retombées atmosphériques autour du site. 5 Jauges ont été positionnées autour du site sous les vents moyens provenant du secteur SSO en hiver et du secteur NE en été. Une 6^{ème} jauge a été positionnée sur site (à l'angle Est).</p> <p>Le positionnement des jauges a été réalisé par Atmo Normandie.</p> <p>Depuis 2020, l'exploitant adhère au programme de surveillance des retombées atmosphériques d'Atmo Normandie qui publie annuellement les résultats des mesures réalisées l'année écoulée. Les résultats publiés en 2023 portant sur les mesures 2022 mettaient en évidence un marquage environnemental fort en métaux nickel et chrome (sans différenciation entre le chrome VI et le chrome III). Il s'avère que l'un des dépoussiéreurs (situé au pied de la cheminée 1') a connu un perçage de manche. L'exploitant a procédé au changement des filtres à manche concernés comme constaté lors de l'inspection du 7 avril 2023.</p> <p>Demande d'actualisation de l'ERS</p> <p>La société Manoir Pîtres a réalisé une ERS sur la base des mesures des rejets atmosphériques. Elle montre le respect des seuils sanitaires, mais avec une marge assez faible.</p> <p>Des travaux de mise en conformité des émissaires référencés 33, 5 + 14, 15, 16 et 12 ont été réalisés en 2020 et 2021.</p>

La synthèse des résultats de métaux et dioxines/furanes dans les retombées atmosphériques par Atmo Normandie pour l'année 2022 a montré des dépassements en chrome (52,4 g/m²/jour) et nickel (71,8 g/m²/jour) au-dessus du percentile 95 régional au niveau de l'enceinte de Manoir Pîtres.

Des travaux visant à améliorer la captation des fours à arc X, M et du convertisseur AOD associés à la cheminée 1' ont été réalisés en 2022, d'autres étaient planifiés au cours de l'été 2023. Une campagne de contrôle des rejets atmosphériques était planifiée en septembre 2023.

Au regard des conclusions de la précédente ERS montrant le respect des seuils sanitaires avec une marge assez faible, des travaux de mise en conformité réalisés et de la planification du contrôle des rejets atmosphériques en 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant au cours de l'inspection du 7 avril 2023 (observation n°1) d'actualiser l'ERS au cours de l'année 2024.

Inspection du 22 avril 2024 :

Concernant la surveillance menée en 2023 par Atmo Normandie, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des campagnes hivernales et estivales. Il attend la publication des résultats sur le site internet d'Atmo Normandie. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit disposer des résultats de mesure au fil des campagnes sans attendre la publication finale. En cas d'incident perceptible, au plus tôt l'exploitant dispose des résultats au plus tôt il peut investiguer sur la recherche des causes et mettre en place le plan d'action correctif adapté.

Par ailleurs, l'inspection a rappelé que la surveillance environnementale relève de la responsabilité de l'exploitant, même si elle est sous-traitée. En terme de stratégie de surveillance, l'inspection a relevé que l'exploitant ne s'est pas approprié la démarche de surveillance.

Les résultats de la surveillance environnementale doivent faire l'objet d'une interprétation afin de vérifier si les hypothèses de l'ERS de 2018 complétée en 2020 sont toujours valides. Le cas échéant il appartient à l'exploitant de mettre en place un plan d'action pour garantir l'absence de dégradation des matrices environnementales pour la santé.

L'inspection a demandé que l'exploitant transmette à minima tous les ans une synthèse commentée de cette surveillance environnementale et l'informe au plus tôt en cas d'incident.

Derniers constats :

La synthèse des résultats de métaux et dioxines / furanes dans les retombées atmosphériques autour de la fonderie Manoir Pîtres pour l'année 2023 a été diffusée par Atmo Normandie en juin 2024.

Le 1er octobre 2024, l'exploitant a présenté les actions entreprises pour répondre aux exigences réglementaires. Il est indiqué dans le compte-rendu que les résultats des contrôles des rejets atmosphériques réalisés fin 2024 alimenteront l'ERS en 2025.

Bien que la réponse du 14 octobre 2024 reconnaisse l'importance d'accéder aux résultats des campagnes de surveillance en temps réel, elle ne fournit pas l'interprétation des résultats de la surveillance environnementale par Atmo Normandie aux hypothèses formulées dans ERS.

Cette analyse comparative permettrait de vérifier la validité des hypothèses de l'ERS dans le contexte actuel, d'identifier d'éventuelles évolutions du risque sanitaire liées aux activités du site et de mettre en œuvre, si nécessaire, des mesures correctives pour garantir la protection de l'environnement et de la santé humaine.

-> L'inspection des installations classées constate que les dispositions de l'article 3.2.6 de l'arrêté du 6 janvier 2011 ne sont pas respectées. En effet, l'exploitant n'a pas fourni une interprétation des données de la surveillance environnementale par rapport aux hypothèses formulées dans l'ERS, contrairement à ce qui avait été demandé dans le rapport faisant suite à l'inspection du 22 avril 2024.

En outre, au regard des conclusions de la précédente ERS montrant le respect des seuils sanitaires

avec une marge assez faible, des travaux de mise en conformité réalisés et de la planification du contrôle des rejets atmosphériques fin 2024, l'inspection estime qu'il y a lieu d'actualiser l'ERS au cours de l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Demande n°5 : Considérant que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'article 3.2.6 l'arrêté du 6 janvier 2011 et qu'il y a lieu d'actualiser l'étude des risques sanitaires (ERS) à l'aide des résultats des contrôles des rejets atmosphériques réalisés fin 2024, l'inspection des installations classées propose à l'autorité préfectorale de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 3.2.6 de l'arrêté du 6 janvier 2011 et L.511-1 du Code de l'environnement en :

- procédant à l'exploitation régulière des résultats des mesures de la surveillance environnementale, sans attendre la publication finale,
- communiquant une analyse détaillée de ces résultats afin de vérifier le respect des hypothèses formulées dans l'ERS. En cas d'écart significatif, l'exploitant devra mettre en place un plan d'actions pour garantir la protection de la santé humaine et de l'environnement,
- communiquant une version actualisée de l'ERS, sous 12 mois maximum.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois